



30^{ème} Congrès International du Notariat Cancun, Mexique – 1 au 3 décembre 2022

Thème II:

« L'exercice de la fonction publique notariale liée à la reprise des économies nationales dans la période post-pandémique ».

Coordonneurs internationaux : Me Jens Bormann avec le soutien de Me Peter Stelmaszczyk (Allemagne)

CONCLUSIONS

1) Start-Up :

le notariat et l'entrepreneuriat. Intervention notariale dans la création et le développement de micro-entreprises.

- a. Les micro-entreprises forment l'épine dorsale de l'économie, notamment dans les pays économiquement moins développés. L'activité économique des micro-entrepreneurs est donc cruciale pour la reprise économique après la pandémie de la Covid19.
- b. Afin de protéger les familles et les existences qui se cachent derrière les micro-entreprises, la plupart des États proposent des formes de sociétés qui prévoient une limitation de la responsabilité des entrepreneurs.
- c. Une création simple et peu onéreuse de sociétés est nécessaire pour permettre aux citoyens d'accéder aux micro-entreprises.
- d. Dans la poursuite de ces objectifs, il convient de veiller en permanence à un niveau élevé de sécurité juridique. Les fondateurs de micro-entreprises sont souvent inexpérimentés dans le domaine juridique et ont besoin de conseils détaillés et personnalisés lors de la création de leur entreprise. Il n'est pas rare que l'entreprise soit le seul moyen de subsistance de toute une famille.
- e. Compte tenu de la limitation de responsabilité souvent souhaitée, les autres acteurs du marché doivent avoir accès à des informations fiables sur les capacités financières de la société et les droits auxquels elle peut prétendre. D'où le rôle essentiel de registres fiables bénéficiant de la foi publique.

Recommandation : le notariat devrait également œuvrer à devenir un partenaire fiable pour les fondateurs des micro-entreprises. Aussi est-il important pour les micro-entreprises d'être constituées par l'intermédiaire d'un notaire et d'être inscrites dans les registres.

Thème II: « L'exercice de la fonction publique notariale liée à la reprise des économies nationales dans la période post-pandémique ».

Coordonneurs internationaux : Me Jens Bormann avec le soutien de Me Peter Stelmaszczyk (Allemagne)

CONCLUSIONS

2) Scale-Up :

le notariat et les PME face à la crise économique. Conseil complet. Possibilités d'accès au crédit et aux offres de garanties. Réorganisation du crédit et des finances. Insolvabilité et faillite.

- a. La création de nouvelles entreprises est une étape importante de la reprise économique après la pandémie de la Covid19. Les PME constituent la base de l'économie nationale dans de nombreux pays. Les créateurs d'entreprise, en particulier ceux qui osent se lancer pendant une période d'incertitude économique, ont besoin d'être conseillés de manière étendue afin que leur entreprise soit durable et pérenne dès le début.
- b. Or, les nouvelles entreprises ne peuvent réaliser des succès sur le marché que si d'autres acteurs économiques leur font confiance. À cet égard, les registres publics, dotés d'informations fiables pour les tiers, jouent un rôle majeur.
- c. Les entreprises ont également besoin de capitaux pour se développer. L'accès aux crédits à des conditions économiques n'est possible que si les entreprises sont capables d'offrir des garanties de valeur. Les droits in rem en particulier, jouent un rôle important dans ce domaine. En effet, ces droits ne peuvent servir de garantie de valeur que si leur existence est établie et qu'ils peuvent être clairement attribués à un acteur économique. A cet effet, les registres immobiliers et la participation obligatoire des notaires aux inscriptions sont indispensables pour garantir que les données contenues soient exactes et complètes.
- d. En outre, les droits in rem représentent généralement la majeure partie du patrimoine de leur titulaire ou d'une entreprise. Il faut donc veiller à ne pas vendre ou grever sans que l'équilibre du contrat soit sécurisé, d'où l'importance de l'intervention d'un notaire dans les actes juridiques qui concernent les droits réels.

Recommandation : la participation des notaires dans le domaine du droit des sociétés et du droit immobilier devrait être étendue, car leur contribution au conseil complet des parties concernées, à l'exactitude et, par conséquent à la fiabilité des registres est importante. Des registres fiables et pertinents sont la condition sine qua non pour permettre l'accès aux financements, critère crucial pour surmonter la crise économique.

Thème II: « L'exercice de la fonction publique notariale liée à la reprise des économies nationales dans la période post-pandémique ».

Coordonnateurs internationaux : Me Jens Bormann avec le soutien de Me Peter Stelmaszczyk (Allemagne)

CONCLUSIONS

3) Numérisation :

**création de sociétés en ligne. À propos de la directive européenne.
Avantages et inconvénients.**

- a. La numérisation est une grande opportunité pour les fondateurs d'entreprise, leur offrant un moyen simple et rapide pour la création de leur entreprise.
- b. La pandémie a notamment mis en exergue l'importance de procédures numériques sûres et fiables lorsque les rencontres en présentiel sont impossibles ou limitées.
- c. Il est toutefois important de noter que la numérisation ne peut remplacer la participation notariale. Les procédures en ligne doivent non seulement garantir des conseils complets et personnalisés aux parties concernées, mais aussi permettre une identification sûre de ces dernières dans le respect des normes de sécurité les plus élevées. Le transfert des procédures en présentiel, éprouvées dans un environnement numérique, ne doit en aucun cas entraîner une baisse du niveau de sécurité juridique au détriment des transactions juridiques.

Recommandation : en présentant des concepts complets et convaincants pour des procédures d'authentification en ligne sécurisées, les notaires pourront aussi bien préserver leurs compétences face à la numérisation, mais aussi acquérir de nouvelles tâches.

Cancun, Mexique, le 3 décembre 2022.

-00-00-00-